



Factsheet : Pourquoi engager la troisième phase ?

Date

17.06.2009

Contexte

Durant les sessions d'hiver et de printemps, le Parlement a décidé de lancer deux phases de mesures de stabilisation, dont le financement était assuré par le budget 2009 et qui ont généré un volume total de 2,4 milliards de francs. Ces mesures concernent avant tout des dépenses dans les domaines de l'infrastructure, de la recherche, de la protection de l'environnement et dans le secteur énergétique; elles devraient déployer leurs effets dès l'été 2009, au moment où les premiers signes sérieux de faiblesse sont attendus sur le marché. Pour le cas où les perspectives ne devraient pas s'améliorer, le Conseil fédéral avait prévu des mesures supplémentaires pour l'année 2010. Dans le cadre de sa planification prévisionnelle, il avait choisi d'attendre les prévisions conjoncturelles de juin pour décider si une troisième phase de mesures de stabilisation avait lieu d'être. Sa décision devait être guidée en particulier par les perspectives du marché du travail en Suisse et l'évolution de la conjoncture internationale.

Perspectives économiques

Au cours des derniers mois, les prévisions économiques mondiales ont encore été revues à la baisse par bon nombre d'institutions (dont le FMI et l'OCDE). Selon ces prévisions, l'activité économique va se contracter de plusieurs points de pourcentage dans la plupart des pays de l'OCDE durant l'année en cours. Néanmoins, les premiers indices laissant espérer une fin de la spirale baissière sont apparus en avril: les indicateurs conjoncturels ont montré dans de nombreux pays les premiers signes de stabilisation (à un bas niveau toutefois); de même, on observe une certaine détente sur les marchés financiers. Ces éléments laissent présager un ralentissement progressif de la récession aux Etats-Unis et dans l'UE, mais pas encore une véritable reprise. Soutenue par la politique monétaire et budgétaire expansive menée à l'échelle globale, la conjoncture mondiale devrait visiblement pouvoir se stabiliser d'ici à 2010. Toutefois, les répercussions de la crise financière qui résonnent aux sons du désendettement (*deleveraging*) du secteur financier et des ménages privés américains et d'autres pays feront obstacle à une dynamique haussière forte. La plupart des prévisions internationales prévoient que la croissance du PIB aux Etats-Unis et dans l'UE ne reprendra que mollement d'ici à fin 2010.

Prévisions conjoncturelles actuelles pour la Suisse

	PIB		Taux de chômage	
	2009	2010	2009	2010
SECO (juin 09)	-2.7	-0.4	3.8	5.5
KOF (juin 09)	-3.3	-0.6	3.9	5.8
BAK (juin 09)	-2.5	0.2	3.9	5.2
UBS (avril 09)	-2.8	-0.4	4.0	5.4
Credit Suisse (juin 09)	-2.0	0.6	4.1	5.1
FMI (avril 09)	-3.0	-0.3	3.9	4.6

Conformément aux attentes, la récession s'est confirmée en Suisse au premier trimestre 2009, même si elle est relativement modérée en comparaison internationale. La Suisse ne pourra pas se soustraire à l'évolution de l'économie mondiale. Les perspectives pour la Suisse sont, en conséquence, nettement plus pessimistes qu'au printemps. Comme la conjoncture aura de la peine à retrouver son rythme, il faudra compter avec la poursuite de la montée du chômage en Suisse d'ici à fin 2010. Le Groupe d'experts de la Confédération table sur un taux de chômage de 5,5% en moyenne annuelle en 2010.

Lancement de la troisième phase

Les prévisions disponibles aujourd'hui décrivent une nette détérioration des perspectives par rapport aux estimations de ce printemps : les perspectives internationales pour les années 2009 et 2010 ont continué de se détériorer, et le taux de chômage prévu en Suisse atteint 5,5%. Dans ce contexte, le Conseil fédéral considère que le lancement de la troisième phase des mesures de stabilisation est nécessaire.

Renseignements:

Aymo Brunetti, SECO, chef de la Direction de la politique économique, tél. 031 322 21 40